

# Les nouvelles menaces :

## le défi du renseignement d'intérêt militaire

Avec la chute du mur de Berlin en 1989, ont disparu le spectre de la guerre froide et le risque d'un affrontement majeur est-ouest. Avec elle, sont apparues de nouvelles menaces aux contours imprécis, souvent qualifiées d'asymétriques, et la nécessité d'élargir le champ d'action du renseignement militaire à son environnement économique, culturel et humain.

**Désormais, il faut parler de renseignement d'intérêt militaire (RIM).** Le système de renseignement militaire français a dû rapidement **s'adapter à cette nouvelle donne.** Il a fait une bonne partie du chemin mais la route est encore longue et pavée d'embûches.

Après un rapide éclairage sur les évolutions du contexte général dans lequel doit désormais s'inscrire le renseignement militaire, cet article précisera dans une seconde partie les principaux efforts entrepris pour s'adapter rapidement à cette nouvelle donne et indiquera, dans une dernière partie, les pistes d'évolution du court et du moyen termes. Il restera nécessairement synthétique et général, tant pour éviter de tomber dans les considérations techniques que pour des raisons évidentes de confidentialité.

---

PAR LE GÉNÉRAL CHÉREAU, SOUS-DIRECTEUR OPÉRATIONS DIRECTION DU RENSEIGNEMENT MILITAIRE

---

### L'évolution du besoin en renseignement

Avec l'effondrement de l'URSS, **le risque de confrontation majeure s'est éloigné mais ne s'est pas totalement éteint.** Certes, à court terme, on ne voit pas quel pays ou quelle coalition pourrait venir en confrontation armée classique contre l'UE ou l'OTAN, mais personne ne peut aujourd'hui l'écarter dans le plus long terme. Comment évoluera la Russie ? Que dire de la montée en puissance de la Chine ? Sur quoi peut déboucher le "jusqu'au-boutisme" iranien dans le domaine nucléaire ? Que dire encore de la flambée actuelle des prix du pétrole ? Et puis, ne dit-on pas aussi qu'un des enjeux du 21<sup>e</sup> siècle sera celui de l'eau ?

Ce sont là autant d'interrogations qui peuvent alimenter sans fin la prospective politico-militaire et se traduit **pour la DRM** sur la **nécessité d'anticiper et prévoir** : chercher à déceler où et quand peuvent survenir des crises dans le monde, quels sont les acteurs de violence qui pourraient y participer directement ou indirectement, quelles pourraient être les forces en présence, leurs capacités et leurs vulnérabilités.

Une fois ce travail effectué, il convient de **suivre ces situations potentiellement conflictuelles** dans la durée et si elles venaient à le devenir, à appuyer les forces qui pourraient être déployées pour la circonstance.

Nous avons là les **deux missions majeures de la direction du renseignement militaire (DRM)** :

- **Participer à la posture de prévention**, c'est-à-dire la veille stratégique permanente. Responsable devant le ministre et le CEMA, le directeur du renseignement militaire doit être en mesure d'alerter les autorités politiques et militaires sur l'émergence et le développement possible des crises, en éclairant tout particulièrement leur réflexion sur les risques d'un conflit armé et d'une participation de nos forces à celui-ci.
- **Fournir un appui renseignement à nos forces déployées.**

La DRM doit donc suivre les structures de pouvoir et les appareils militaires qui ne sont pas alliés, notamment ceux des régions de conflits actuels ou en devenir, partout dans le monde, seule ou dans le cadre d'un effort partagé de renseignement avec des Alliés.

Les conflits n'étant plus destinés à se régler selon un principe du "tout ou rien" comme à l'époque de la menace de la grande confrontation, le besoin en renseignement s'est donc considérablement développé au-delà du seul renseignement militaire au contour connu, pour s'étendre vers l'ensemble des facteurs politiques, économique, culturels religieux, etc. permettant d'**appréhender l'évolution des sociétés et des crises, ce que l'on**

**appelle le renseignement d'environnement.** Cette évolution est un vrai défi pour l'institution militaire, dont la compétence n'est pas universelle et le potentiel humain n'est pas extensible.

En outre, les événements violents que tout un chacun peut suivre depuis le 11 septembre 2001 mettent en évidence que les confrontations classiques, grandes ou petites, sont aujourd'hui éclipsées par la **menace terroriste, menace omnidirectionnelle et large-ment irrationnelle** (ce qui ne facilite naturellement pas la tâche des organes de recherche) qui parvient, avec des moyens militaires rudimentaires à contrebalancer la supériorité technologique occidentale sans appel des Etats-Unis, et a fortiori la nôtre. Mais il n'y a pas que "l'Hydre de Lerne" d'Al Quaida et de l'activisme islamiste. Nous voyons par ailleurs nos forces déployées confrontées au **danger de mouvements insurrectionnels, de guérillas, de la criminalité organisée, voire des foules** pouvant devenir très violents sous l'effet de manipulations d'activistes ou d'autres stimulants comme la drogue ou l'alcool.

En terme de recherche, cela se traduit par une nécessité de pénétrer et comprendre l'environnement dans lequel nos forces pourraient être si besoin est déployées, y compris dans des zones éloignées et dans les milieux culturels peu familiers, quand ce n'est pas carrément hostile à l'Occident.

Pour faire face à ce contexte mouvant et irrationnel, le CEMA doit **pouvoir disposer de capacités de recueil réactifs et pertinents qui collent au plus près à la menace du moment.** Ceci suppose de disposer en permanence de capteurs techniques modernes et

adaptés mais aussi et surtout d'hommes et de femmes motivés, formés et entraînés.

## Des capacités nationales en évolution

Depuis la création de la DRM en 1992, **l'effort d'adaptation à la menace a été constant.**

Pour citer quelques exemples, **l'observation par satellite** est apparue très tôt à la France comme un élément de souveraineté, participant à l'autonomie d'appréciation du CEMA toujours revendiquée par la France.

Sans avoir, et de loin, le potentiel des USA ou de la Russie, la France a atteint dans ce domaine **un bon niveau technologique.** Les performances de "Hélios I", puis, plus, récemment, de "Hélios II", nous permettent de scruter depuis le ciel les zones ou installations douteuses et d'en prendre des images de très haute qualité, permettant à nos spécialistes **d'en extraire les renseignements utiles.** Grâce à cette capacité, nos autorités ont pu, à plusieurs reprises, se forger leur sentiment lors des crises importantes, par exemple lors de la campagne militaire au Kosovo ou, plus récemment, avant et pendant l'intervention américaine en Irak.

Dans le domaine de **l'interception des télécommunications**, la situation est contrastée. Certes, nos capacités de prise à partie des réseaux militaires traditionnels ne sont pas négligeables, mais il y a eu depuis une explosion du volume des communications, déjà militaires mais surtout civiles, face à laquelle **les capacités militaires se trouvent aujourd'hui en difficulté.** La France, en tout cas, n'a pas complètement consenti à l'effort humain et technologique

que d'autres soutiennent avec le célèbre "Echelon". En outre, ces communications ne sont plus en clair comme autrefois, mais les protocoles se sont complexifiés, des chiffrements robustes se sont généralisés, rendant l'accès au contenu des communications de plus en plus difficile et coûteux. Le plus préoccupant est que les moyens les plus courants de communication, à savoir **les téléphones mobiles GSM ou Thuraya**, par exemple, s'avèrent **difficiles à intercepter**, alors que tout un chacun peut aujourd'hui s'en équiper, du citoyen honnête au guérillero ignoré d'un pays par ailleurs en voie de développement. Néanmoins, en liaison étroite avec d'autres services de renseignement nationaux, la DRM y travaille.

Par ailleurs, notre **dispositif de recueil de renseignement d'origine électromagnétique**, qui, sans trahir de secret, était autrefois fortement orienté face à l'est et a connu quelques beaux succès, fait aujourd'hui l'objet de mesures fortes visant à **le réorienter vers d'autres zones de préoccupation émergentes et à adapter ses moyens** aux nouveaux équipements de communication évoqués plus haut. Elle est l'occasion d'un renforcement significatif d'une coopération inter-services.

On ne peut faire le tour des progrès de la recherche en se limitant aux seules capacités techniques. Il faut nécessairement parler de l'homme et, plus précisément, du **renseignement d'origine humaine (ROHUM).**



ECPAD

Cette capacité de recherche est aujourd'hui encore déterminante, et nos Alliés américains en Irak en font régulièrement l'amère expérience. **Le vrai problème** n'est en effet pas celui d'une prolongation des capacités de l'homme par des accessoires techniques, mais celui de **la capacité du "capteur" humain à pénétrer un milieu social étranger ou hostile**, à gagner sa confiance, l'analyser, le comprendre et anticiper son comportement.

Aux niveaux stratégique ou opératif qui relèvent de la DRM, cela demande de **faire appel à des qualités humaines rares et rarement réunies dans le même homme** : compréhension en profondeur d'un théâtre, aptitude à la communication, expérience professionnelle, aptitude à savoir s'exfiltrer si nécessaire, rigueur morale etc. sans compter de savoir parler 25 langues ! En outre, si la DRM a des besoins importants en la matière, elle ne possède pas, à l'inverse du ROIM avec les satellites et du ROEM avec le dispositif terrestre fixe complété de capacités de la marine et de l'armée de l'air, de capacité de recherche humaine significative, celle-ci étant aux mains des armées, principalement de l'armée de terre.

Bien qu'elle soit tête de chaîne du renseignement en opérations, **la DRM ne peut pas toujours disposer des moyens ROHUM dont elle a besoin**. Le récent décret visant à donner autorité du CEMA sur les chefs d'état-major d'armée devrait peut-être faciliter les choses même si, par ailleurs, chacun des chefs d'état-major doit pouvoir disposer de moyens de recherche humaine pour armer le niveau tactique.

## Quelques tendances du renseignement de demain

Plus que jamais, dans un monde imprévisible et incertain, **un effort accru de renseignement** pour pouvoir traiter les crises au plus bas niveau de violence, et ce, par une action concertée de la communauté internationale, doit être engagé.

Il faut continuer à regarder "au loin" et "en profondeur", dans tous les sens du terme. Mais il faut aussi savoir regarder dans les détails, car le terroriste d'aujourd'hui, a fortiori celui que l'on est en train de conditionner, ne se détectera pas souvent depuis une orbite géostationnaire.

Il convient donc de **développer nos capacités de recherche technique et humaine en synergie avec les autres services de renseignement nationaux mais également avec ceux de nos partenaires étrangers**.

Cela signifie aussi, sur un plan international, la **nécessité de poursuivre dans la mise en commun entre nations européennes**, au minimum des analyses, au mieux des capacités d'acquisition des informations. Certes, le monde du renseignement est naturellement fermé et la France n'est pas la seule à vouloir conserver une certaine capacité autonome d'appréciation, mais cette volonté doit être appréciée au regard des moyens que l'on veut réellement y consacrer, afin que cette volonté ne se limite pas à une illusion. En outre, la construction de l'Europe de défense n'a pas de sens sans mise en commun d'une appréciation de la menace. La montée en puissance de l'EMUE (état-major de l'Union européenne) demande, par exemple, de pouvoir s'appuyer sur une capacité d'appréciation de situation elle aussi européenne.

Cela pourrait aussi se traduire par l'**acquisition de capacités de recherche de renseignement communes et/ou partagées au niveau européen** (programmes d'armement et plans de formation communs, échanges d'informations plus importants,...).

En parallèle à cela, la **coopération au sein de l'OTAN** est en cours de renforcement. C'est à la fois une nécessité pour être en mesure de faire face aux nouvelles menaces, en particulier les menaces asymétriques évoquées rapidement plus tôt, mais c'est aussi en cohérence avec le concept de "forces de disponibilité rapide" (*High Readiness Forces - HRF*) couplé avec celui de "force de réaction de l'OTAN" (*NATO Response Force - NRF*), qui concerne les 3 composantes. L'armée de terre s'y implique fortement pour la certification du CRR-FR. La marine et l'armée de l'air ont déjà réussi cet examen de passage.

Cela implique une capacité à recueillir le renseignement à ces niveaux et une autre pour la coordonner au niveau opératif. Le chantier est ouvert et s'annonce complexe...

Sous l'impulsion du ministre de la Défense, mais aussi sous contraintes financières et humaines de plus en plus fortes, **la coopération inter-services a fortement progressé au cours des derniers mois**, prenant récemment une dimension toute particulière sur les théâtres d'opérations avec la mise sur pied de comités renseignement sur chaque théâtre ouvert et leur structure miroir au niveau stratégique. Dans ces instances, les services de renseignement nationaux échangent désormais de manière ouverte et fructueuse. D'ores et déjà, d'intéressantes avancées ont été enregistrées.

Elle est appelée à **se développer davantage encore dans**

**les prochaines semaines dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme** pour laquelle notre ministre a clairement indiqué que les forces armées devaient s'y investir davantage.

vertu. Il faut impérativement sortir de la logique des gros systèmes, lourd héritage de la guerre froide, et résolument **s'engager sur des systèmes modulaires, légers, susceptibles d'être embarqués** sur

les engager. Au cours des dernières années, alors que le besoin était avéré sur certains théâtres, ces moyens n'ont pas été engagés sous prétexte de risque politique/médiatique inacceptable. Mais, là encore,

avec d'autres services de renseignement nationaux mais aussi du renseignement de sources ouvertes pour lequel, là aussi, la DRM est aujourd'hui en train de s'organiser.

Mais les capacités militaires de recherche ne sont pas seulement des systèmes d'armes. Ce sont **aussi et surtout des hommes, voire des "systèmes d'hommes"**. Ceci est manifeste en matière de recherche humaine. C'est le grand chantier de progrès de la recherche à court terme. Il fera d'ailleurs l'objet d'un séminaire de réflexion en fin d'année 2006 à laquelle seront associés tous les acteurs potentiels.

Il y a déjà une appétence au renseignement, puis **une culture renseignement à développer** dans l'ensemble du personnel militaire car c'est aujourd'hui une lacune qui pèse sur notre capacité à comprendre notre environnement. Il y a aussi un **vivier de spécialistes à développer** significativement, tant en volume qu'en expertise réelle pour être à la hauteur des enjeux qui nous guettent. L'armée de terre est en première ligne dans ce domaine, tant comme bénéficiaire que comme réservoir de capacités. Les armées doivent être en tout cas vigilantes à ne pas "regarder passer les trains" c'est-à-dire risquer de voir confier exclusivement à d'autres des savoir-faire qu'elles auraient pu développer chez elles, au moins en partie.



SIRPA TERRE

En complément de ces actions qui ressortissent surtout à la politique de défense, **des développements capacitaires sont nécessaires.**

Le premier concerne l'effort à consentir pour le **renseignement d'origine électromagnétique**, afin de suivre le formidable mouvement actuel des télécommunications et l'informatique. Le ROEM est et restera le moyen du renseignement à distance qui ignore les frontières et ne risque pas des hommes, et c'est une immense

tous types de vecteurs. La DRM s'est résolument engagée dans cette voie.

Dans le domaine du **renseignement d'origine image**, le chantier est immense car il s'agit aujourd'hui de sortir d'une logique "tout Hélios" et de **disposer d'une panoplie permettant d'assurer une permanence du champ de bataille**. Les drones constituent peut-être une voie insuffisamment explorée mais, le moment venu, se posera immanquablement la volonté politique de

il s'agit aussi de s'inscrire dans une logique de systèmes modulaires, légers, susceptibles d'être embarqués sur tous types de vecteurs. Là encore, la DRM s'est résolue engagée sur cette voie.

D'autres domaines de recherche doivent aujourd'hui faire l'objet d'attentions toute particulières : il s'agit en particulier du **renseignement d'origine informatique** pour lequel la DRM développe **aujourd'hui une certaine expertise** en liaison étroite

**En conclusion, face à une menace multiforme, imprévisible souvent, atypique parfois**, la DRM a entrepris, au cours des derniers mois, souvent en liaison étroite avec d'autres services de renseignement nationaux, **un réel effort d'adaptation, tant en matière d'équipements, de méthodes de travail, de développement et d'entretien de savoir-faire nouveaux.**

Cet effort doit aujourd'hui **prendre un nouvel élan pour prendre en compte les évolutions du renseignement d'intérêt militaire dont la lutte contre le terrorisme** constitue un des volets majeurs.

Cette action ne peut se faire que **dans le cadre d'une coopération accrue avec l'ensemble des services de sécurité et de renseignement nationaux** dans le strict respect cependant des missions et des compétences de chacun.

Elle doit aussi s'inscrire **dans une logique de coopération renforcée avec nos partenaires étrangers.**